

La Commission durcit le ton face à Viktor Orbán

Published: 30/04/2015 - 17:10

| 1



Viktor Orbán [Commission européenne]

Viktor Orbán, le Premier ministre hongrois, a suggéré qu'il voulait réintroduire la peine de mort. Lentement, mais sûrement, la Commission marque son opposition.

Le président de la Commission Jean-Claude Juncker a déclaré le 30 avril que si le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, a réellement l'intention de réintroduire la peine de mort dans son pays, « il y aura une bataille ». Parallèlement, une porte-parole de la Commission a laissé entendre que la Hongrie risquait de perdre son droit de vote dans l'Union.

Le 28 avril, Viktor Orbán, Premier ministre hongrois, a émis l'hypothèse de réintroduire la peine de mort dans son pays. La Commission a d'abord fait de son mieux pour éviter de répondre aux questions relatives aux conséquences d'une telle mesure.

>> Lire : [Réaction timide de Bruxelles au sujet de la peine de mort en Hongrie](#)

Deux jours après, la Commission a toutefois décidé de durcir le ton. Des journalistes ont demandé à Jean-Claude Juncker, qui se trouvait face à la presse avec la présidente croate Kolinda Grabar-Kitarovic de visite, s'il allait discuter de la peine de mort avec Viktor Orbán.

« Nous n'avons pas besoin de discuter de choses évidentes. Pour de nombreuses raisons, je suis un fervent opposant à la peine de mort. La Charte des droits fondamentaux de l'UE l'interdit, et M. Orbán devrait

immédiatement clarifier que ce n'est pas son intention. Si c'est son intention, alors il y aura une bataille », a déclaré Jean-Claude Juncker.

Interrogée sur la possibilité d'avoir recours à l'article 7 du traité de Lisbonne, selon lequel si un État membre viole les droits de l'Homme, ses droits de vote au Conseil peuvent être suspendus ou supprimés, la porte-parole de Jean-Claude Juncker a répondu qu'en 2014, la Commission avait adopté un cadre réglementaire pour s'attaquer aux menaces systémiques auxquelles est exposé l'État de droit dans les 28 États membres.

« Bien sûr, si aucune solution n'est trouvée dans ce cadre-là, l'article 7 sera utilisé en dernier ressort pour résoudre une crise et s'assurer du respect des valeurs européennes », a continué Natasha Bertaud, la porte-parole.

Les commentaires de Viktor Orbán ont particulièrement déplu à la France, qui se bat actuellement pour sauver la vie d'un de ses citoyens se trouvant dans le couloir de la mort en Indonésie, pour trafic de drogues. À la demande du président français, François Hollande, le président du Conseil, Donald Tusk, a rappelé lors du dernier sommet européen le 23 avril que l'UE était « fermement opposée à la peine de mort ».

>> Lire : [L'UE s'insurge contre la condamnation à mort d'un Français en Indonésie](#)

« Il est triste de voir que pendant que l'UE essaye de transmettre un message d'opposition à la peine de mort, un Premier ministre s'exprime en faveur de la réintroduction de cette pratique dans son pays », a regretté un diplomate.

[EurActiv.com](#) | [Georgi Gotev](#) (traduit de l'anglais par [Marion Candau](#))

Rubriques:

[L'EUROPE DANS LE MONDE](#) [ELECTIONS](#)

Personnes:

[FRANÇOIS HOLLANDE](#) [JEAN-CLAUDE JUNKER](#)

Lieux:

[HONGRIE](#) [FRANCE](#)

Thèmes:

[PEINE DE MORT](#)